

CERTIFIÉ CONFORME

Marion Bolze
Présidente

SLG Expertise

Société anonyme au capital de 75 000 euros
60, rue Pierre Charron 75008 Paris
320 853 518 PARIS

89 B 702
DES ENTREPRISES
28.03.06
Bour : 358
Reçu droits d'enregistrement 375
Signature

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 28 FEVRIER 2006**

Commerce de Paris
M
R

07 AVR. 2006

L'an deux mille six, et le vingt huit février, à dix sept heures, les actionnaires de la Société SLG Expertise se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'administration.

DE DÉPÔT

Chaque actionnaire a été convoqué par lettre simple en date du 10 février 2006.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance tant en son nom qu'en sa qualité de mandataire.

Monsieur François de Baudus, Commissaire aux comptes, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 10 février 2006, est absent et excusé.

En l'absence de Monsieur Yves FOUCHET, Président du Conseil d'administration, Madame Marion BOLZE préside la séance en sa qualité de Directeur Général.

Monsieur Philippe MARGUERIT, représentant DBF Audit, actionnaire disposant du plus grand nombre de voix, déclare refuser être désigné scrutateur. En conséquence, Monsieur Michel THOMAS-BOURGNEUF et Madame Isabelle GAREAU, les deux actionnaires suivants dans l'ordre d'importance du nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Arnaud BERNARD est désigné comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent 5 000 actions, soit la totalité des actions ayant droit de vote.

En conséquence, l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires ;
- la copie et le récépissé postal de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Conseil d'administration ;
- les rapports du Commissaire aux comptes
- le texte des projets de résolutions proposées par le Conseil d'administration à l'assemblée ;

AB
1/6

Puis le Président déclare que le rapport du Conseil d'administration, les textes des projets de résolutions proposées, les rapports du Commissaire aux comptes ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Offre d'achat par la société de ses propres actions ;
- Réduction de capital ;
- Augmentation de capital et suppression de la mention de la valeur nominale des actions ;
- Modifications corrélatives des statuts ;
- Transformation de la Société en Société par actions simplifiée ;
- Adoption des nouveaux statuts ;
- Nomination de l'organe de direction de la Société ;
- Confirmation des Commissaires aux comptes dans leurs fonctions ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président donne lecture du rapport du Conseil d'administration et des rapports du Commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Un court débat s'instaure entre les actionnaires.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

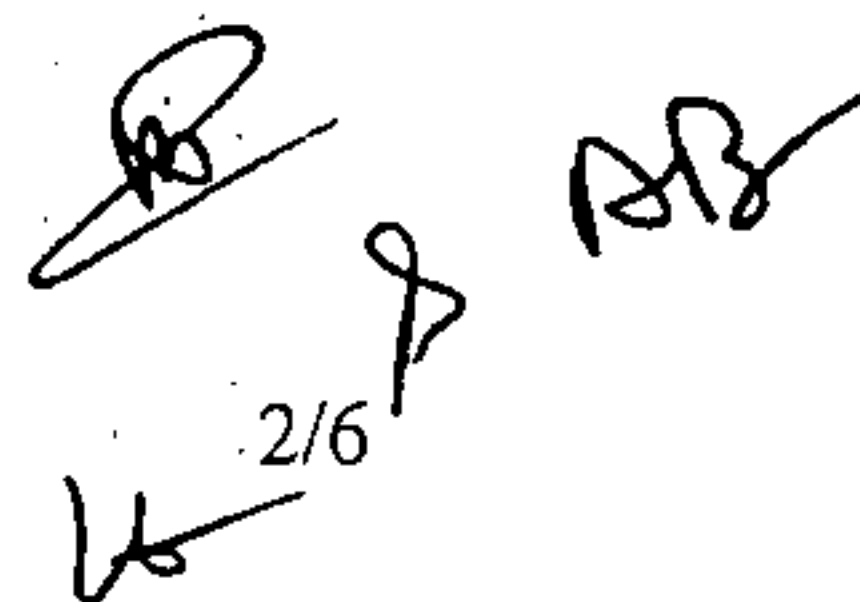
L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration ainsi que du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décide d'autoriser le Conseil d'administration à procéder au rachat par la Société de 500 actions au prix unitaire de 231,72 euros, soit un montant global de 115 860 euros, payable en numéraire. L'offre est valable 20 jours à compter de ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

A cet instant et compte tenu du protocole de sortie signé le 31 août 2005, Monsieur Philippe MARGUERIT, représentant la Société DBF Audit souhaite qu'il soit donné suite immédiatement à cette résolution et réclame au Président une interruption de séance afin de régulariser les cessions d'actions qui en résultent.

Après avoir pris l'avis de l'ensemble des autres associés présents, le Président accède à cette demande et suspend la séance à 17h15.

SUSPENSION DE SEANCE

 2/6

REPRISE DE SEANCE

A 10h30, le Président ouvre à nouveau la séance et précise que la Société DBF Audit a souscrit seule à la proposition d'achat résultant de la première résolution ci-dessus. Après régularisation de ce transfert, ainsi que de divers autres entre actionnaires, par la signature des ordres de mouvement correspondants et la mise à jour du registre des mouvements, une nouvelle feuille de présence a été établie qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en reprenant la séance tant en son nom qu'en sa qualité de mandataire.

Le bureau est inchangé.

La seconde feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent 4 500 actions sur les 5 000 ayant droit de vote étant précisé que les 500 actions rachetées par la Société n'ont pas été décomptées.

Le Président met alors successivement aux voix les résolutions suivantes :

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décide, de réduire le capital social de 75 000 euros à 67 500 euros par annulation des 500 actions propres que la Société détient. Le solde du prix d'achat des 500 actions, soit 108 360 euros, est imputé sur le poste « Autres réserves ».

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale après avoir entendu le rapport du Conseil d'administration et consécutivement à la précédente résolution, décide d'augmenter le capital d'une somme de 7 500 euros pour le porter de 67 500 euros à 75 000 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur les comptes :

- réserve légale à hauteur de	122,45 euros
- autres réserves pour le solde	7 377,55 euros

L'assemblée décide en outre de supprimer dans les statuts la mention de la valeur nominale des actions.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale constatant la réalisation définitive des opérations de réduction et d'augmentation de capital décidées sous les résolutions qui précèdent, décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts.


16/3/6 AB

Article 6 – Formation du capital

A la fin de l'article, il est ajouté le paragraphe suivant :

« Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 février 2006, le capital a été réduit de 7 500 euros par annulation de 500 actions rachetées par la Société, puis augmenté de la même somme de 7 500 euros, sans création de nouvelles actions et par incorporation d'une partie des réserves prélevées sur les comptes « Réserve légale » à hauteur de 122,45 euros et « Autres réserves » pour le surplus, soit 7 377,55 euros, de telle sorte que le capital s'établit à 75 000 euros à l'issue de ces opérations. »

Article 7 - Capital social

« Le capital social est fixé à la somme de 75 000 euros divisé en 4 500 actions entièrement libérées. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes établi conformément aux dispositions de l'article L225-244 du Code de commerce, et après avoir constaté que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social et que les conditions légales sont réunies, décide, en application des dispositions des articles L225-244 et L227-3 dudit code, de transformer la Société en Société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation effectuée dans les conditions prévues par la loi n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la Société, son objet et son siège social restent inchangés.

Le capital social reste fixé à la somme de 75 000 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

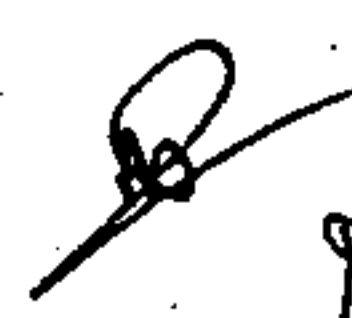
SIXIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision de transformation de la Société en Société par actions simplifiée adoptée sous la résolution précédente, l'assemblée générale adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts régissant la Société sous sa nouvelle forme et dont un exemplaire est et demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions requises sous la forme sociétaire nouvelle, nomme en qualité de membres du Comité de direction pour une durée de 6 années prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes clos en 2011 :


4/6 

- Madame Isabelle GAREAU, née le 5 juillet 1966 Lyon (69003), de nationalité française, demeurant 42, rue de la Quintinie à Paris (75015),
- Madame Marion BOLZE, née le 29 août 1961 à Sainte-Foy-les-Lyon (69110), de nationalité française, demeurant 7, rue du Chêne de la Vierge à Viroflay (78220),
- Monsieur Michel THOMAS BOURGNEUF, né le 6 mars 1954 à Saint-Brieuc (22000), de nationalité française, demeurant 12, rue Sartoris à La Garenne-Colombes (92250),
- Monsieur Arnaud BERNARD, né le 27 avril 1976 à Clichy la Garenne (92), demeurant 163, avenue du Congo à Tourcoing (59200),

Lesquels déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

L'assemblée générale constatant que chacun des membres du Comité de direction est titulaire d'un contrat de travail avec la Société, suspend ces contrats de travail pour la durée des fonctions des intéressés en tant que membre du Comité de direction.

En rémunération de leur activité, les membres du Comité de direction auront droit à un traitement mensuel égal à celui qu'ils percevaient à ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confirme que les fonctions de :

Monsieur François de Baudus de Fransures
Commissaire aux comptes titulaire

et

Monsieur Benoît de Blignières
Commissaire aux comptes suppléant,

se poursuivent jusqu'au terme de leurs mandats, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2010.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide que la durée de l'exercice en cours, qui sera clos le 31 août 2006, n'a pas à être modifiée du fait de la transformation de la Société en Société par actions simplifiée.

Les comptes dudit exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions prévues


16 5/6 123

aux nouveaux statuts et fixées par les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés par actions simplifiées.

Les associés statueront sur ces comptes conformément aux règles édictées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés par actions simplifiées.

Les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés et répartis entre les associés suivant les dispositions statutaires de la Société sous sa forme de Société par actions simplifiée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate la réalisation définitive de la transformation de la Société en Société par actions simplifiée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

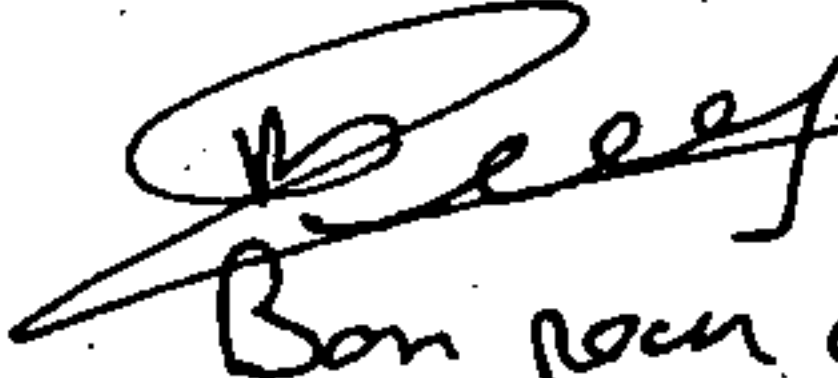
ONZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 19h30.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.


Marion BOLZE
Président

Michel THOMAS-BOURGNEUF
Scrutateur

*Bon pour acceptation des
fonctions de membre du
Comité de direction*

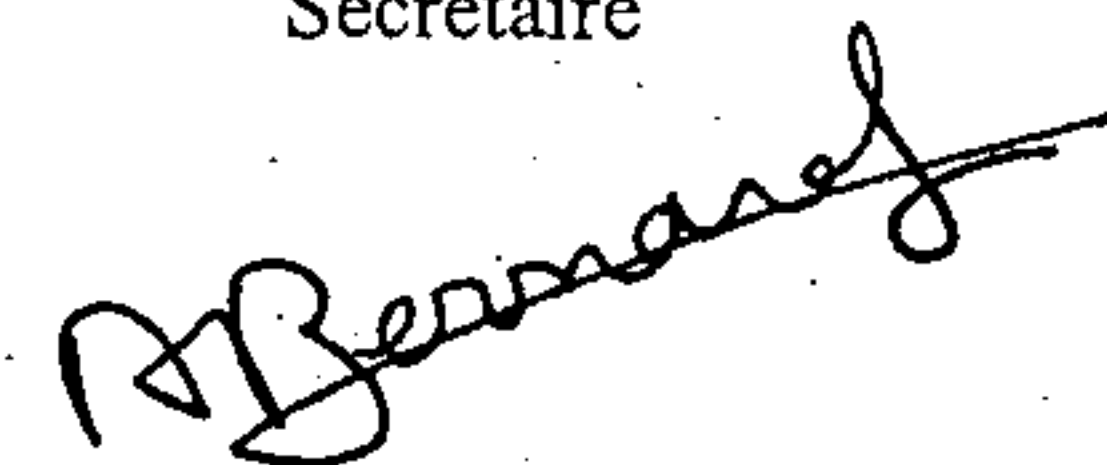
Isabelle GAREAU
Scrutateur

*Bon pour acceptation des fonctions
de membre du Comité de direction*

Arnaud BERNARD
Secrétaire

*Bon pour acceptation des
fonctions de membre du
Comité de direction*





*Bon pour acceptation
des fonctions de membre
du Comité de direction*

SLG Expertise
Société par actions simplifiée au capital de 75 000 euros
60, rue Pierre Charron 75008 Paris
320 853 518 PARIS

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU COMITE DE DIRECTION DU
28 FEVRIER 2006**

L'an deux mille six et le vingt huit février, à ^{vingt}~~onze~~ heures trente, le Comité de direction en son entier s'est réuni pour la première fois à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire qui l'a désigné à la suite de la transformation de la Société en Société par actions simplifiée, au siège social, à l'effet de nommer son Président.

NOMINATION DU PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION

Le Comité de direction nomme pour une durée de deux ans en qualité de Présidente du Comité de direction Madame Marion BOLZE, laquelle déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et satisfaire aux conditions légales concernant le cumul du nombre de mandats sociaux. Les fonctions de la Présidente ne seront pas rémunérées en tant que telles.

La Présidente préside alors la réunion.

NOMINATION DE DIRECTEURS GENERAUX

La Présidente expose l'intérêt qu'il y a à nommer deux Directeurs Généraux pour l'assister dans la gestion des bureaux de Paris et de Lille.

La Présidente offre ensuite la parole aux membres du Comité de direction.

Après délibération et sur proposition de la Présidente, le Comité de direction nomme pour une durée de deux ans en qualité de Directeur Général Madame Isabelle GAREAU et Monsieur Arnaud BERNARD, lesquels déclarent accepter les fonctions qui viennent de leur être conférées et satisfaire aux conditions légales concernant le cumul du nombre de mandats sociaux. Les fonctions des Directeurs Généraux ne seront pas rémunérées en tant que telles.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10h45.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et les membres du Comité de direction.

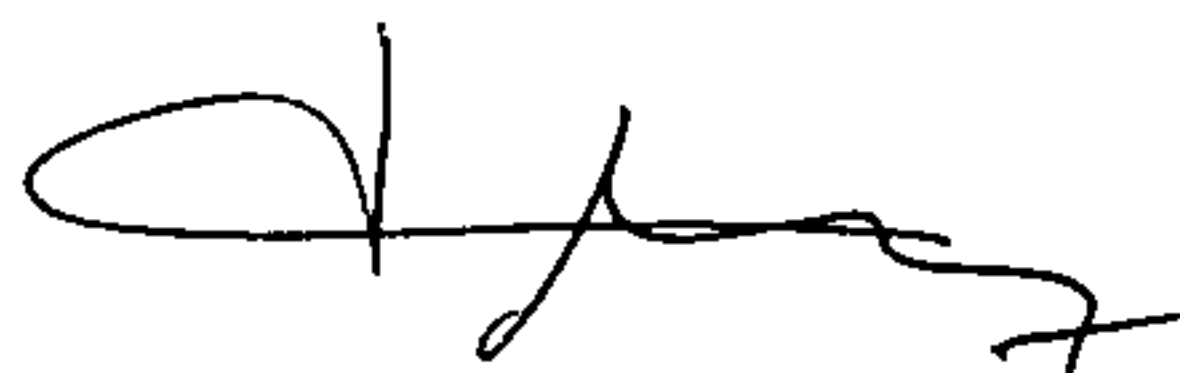
Marion BOLZE – Présidente

*Bon pour acceptation des
fonctions de Présidente*

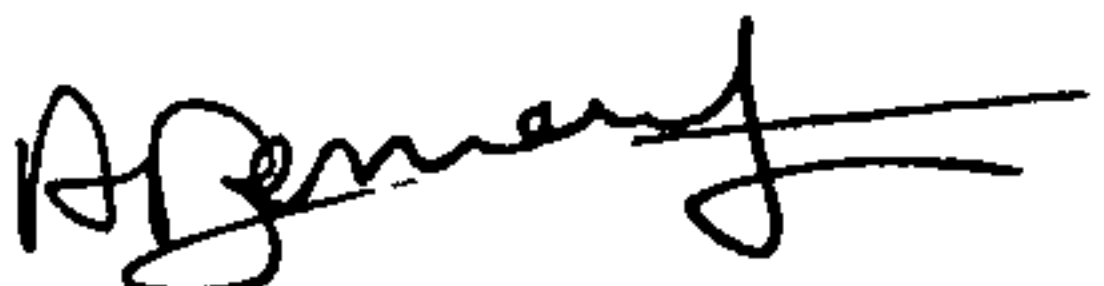

Isabelle GAREAU – Directrice Générale

*Bon pour acceptation des
fonction de directrice
générale -*


Michel THOMAS-BOURGNEUF – Membre



Arnaud BERNARD – Directeur général

*Bon pour acceptation des
fonctions de Directeur Général*


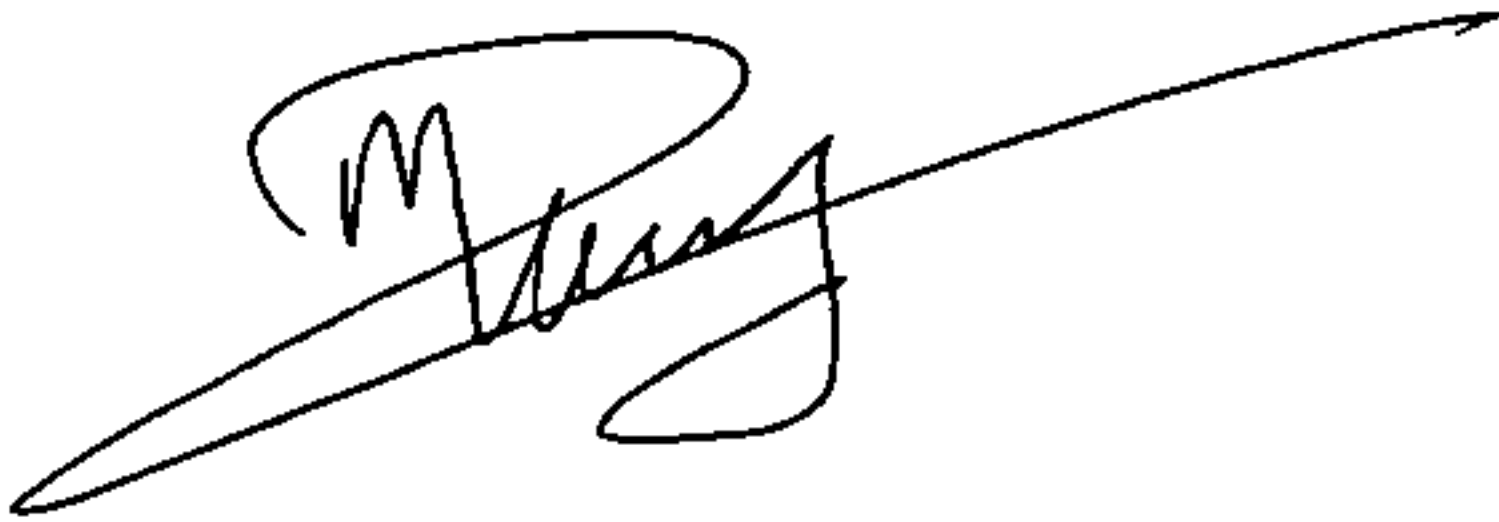
SLG EXPERTISE

Société par actions simplifiée au capital de 75 000 euros
60, rue Pierre Charron 75008 PARIS
320 853 518 RCS PARIS

**AVENANT AU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU COMITE
DE DIRECTION DU 28 FEVRIER 2006**

Le Comité de direction nomme pour une durée de deux ans, Mme. Marion BOLZE, aux fonctions de Président de la société, laquelle déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées.

Marion BOLZE - Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Bolze', with a long horizontal stroke extending to the right.

François de Baudus de Fransures

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

14 allée du château Blanc

59290 Wasquehal

Tél : 03 20 81 74 44

Fax : 03 20 81 92 98

RAPPORT SPECIAL
du commissaire aux comptes sur la
transformation de Société Anonyme
en Société par Actions Simplifiée

S L G Expertise

60 rue Pierre Charron
75008 Paris

Assemblée Générale Extraordinaire du 28 février 2006

RAPPORT SPECIAL
du commissaire aux comptes sur la
transformation de Société Anonyme en
Société par Actions Simplifiée

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société et en application de l'article L 225-244 du Code de commerce, j'ai établi le présent rapport en vue de me prononcer sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

J'ai effectué mes travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social. Cette vérification a notamment consisté à apprécier l'incidence éventuelle sur la valeur comptable des éléments entrant dans la détermination des capitaux propres des événements survenus entre la date des derniers comptes annuels et la date de mon rapport.

Sur la base de mes travaux, j'atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Fait à Wasquehal,
Le 13 février 2006



François de Baudus de Fransures
Commissaire aux Comptes
Inscrit sur la liste de la Cour d'Appel de Douai

François de Baudus de Fransures

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

14 allée du château Blanc

59290 Wasquehal

Tél : 03 20 81 74 44

Fax : 03 20 81 92 98

RAPPORT SPECIAL
du commissaire aux comptes sur la
réduction de capital

S L G Expertise

60 rue Pierre Charron
75008 Paris

Assemblée Générale Extraordinaire du 28 février 2006

RAPPORT SPECIAL du commissaire aux comptes sur la réduction de capital
--

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L 225-204 du Code de commerce en cas de réduction de capital, j'ai établi le présent rapport destiné à vous faire connaître mon appréciation sur les causes et conditions de la réduction de capital envisagée.

J'ai effectué mes travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences conduisant à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières. Mes travaux ont consisté notamment à vérifier que la réduction du capital ne ramène pas le montant du capital à des chiffres inférieurs au minimum légal et qu'elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

Les causes et conditions de cette opération conduisant à réduire le capital de votre société de 75 000 euros à 67 500 euros appellent de ma part les observations suivantes :

La réduction de capital projetée porte sur 500 actions qui seront achetées par la société en vertu de la première résolution qui est soumise à votre approbation. Cette offre de rachat est faite à tous les actionnaires de la société, sachant que cette offre est maintenue pendant un délai de 20 jours, conformément aux dispositions de l'article D 182 du décret du 23 mars 1967.

Or le rapport de votre Conseil d'Administration vous propose, sous condition que la première résolution soit votée, et dans l'hypothèse très probable où l'offre de rachat serait souscrite, de voter au cours de la même assemblée une deuxième résolution tendant à réduire le capital à concurrence des 500 actions qui auront été effectivement rachetées entre le vote de la première et de la deuxième résolution de cette Assemblée.

De la sorte, le délai de souscription de 20 jours ne pourra pas être respecté, et il pourrait en résulter une inégalité entre les actionnaires.

Ces observations me paraissent entacher la régularité de la réduction de capital envisagée

Fait à Wasquehal,
Le 13 février 2006

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'F' followed by a long horizontal stroke.

François de Baudus de Fransures
Commissaire aux Comptes
Inscrit sur la liste de la Cour d'Appel de Douai

SLG Expertise
Société par Actions Simplifiée au capital de 75 000 euros
60, rue Pierre Charron 75008 Paris
320 853 518 PARIS

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

- Madame Isabelle GAREAU, née le 5 juillet 1966 Lyon (69003), de nationalité française, demeurant 42, rue de la Quintinie à Paris (75015),
- Madame Marion BOLZE, née le 29 août 1961 à Sainte-Foy-les-Lyon (69110), de nationalité française, demeurant 7, rue du Chêne de la Vierge à Viroflay (78220),
- Monsieur Michel THOMAS BOURGNEUF, né le 6 mars 1954 à Saint-Brieuc (22000), de nationalité française, demeurant 12, rue Sartoris à La Garenne-Colombes (92250),
- Monsieur Arnaud BERNARD, né le 27 avril 1976 à Clichy la Garenne (92), demeurant 163, du Congo à Tourcoing (59200),
- La Société AMMI, Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 euros, ayant son siège social 60, rue Pierre Charron à Paris (75008), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 487 467 391, représentée par Madame Isabelle GAREAU, en qualité de gérante dûment habilité à l'effet des présentes

Les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée qu'ils sont convenus de constituer.

16
1/16
AB

SLG Expertise
Société par Actions Simplifiée au capital de 75 000 euros
60, rue Pierre Charron 75008 Paris
320 853 518 PARIS

STATUTS

Article 1er - Forme

La Société est une Société par actions simplifiée régie par la partie législative du livre II du code du commerce, le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 et l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

Cette Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte s.s.p. en date du 3 décembre 1980 à Rueil Malmaison et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre le 24 mars 1981.

Elle a été régulièrement transformée :

- en société anonyme aux termes d'une délibération des associés en date du 30 avril 1987
- puis en société par actions simplifiée aux termes d'une délibération des associés en date du 28 février 2006,

sans que ces transformations entraînent la création d'un être moral nouveau.

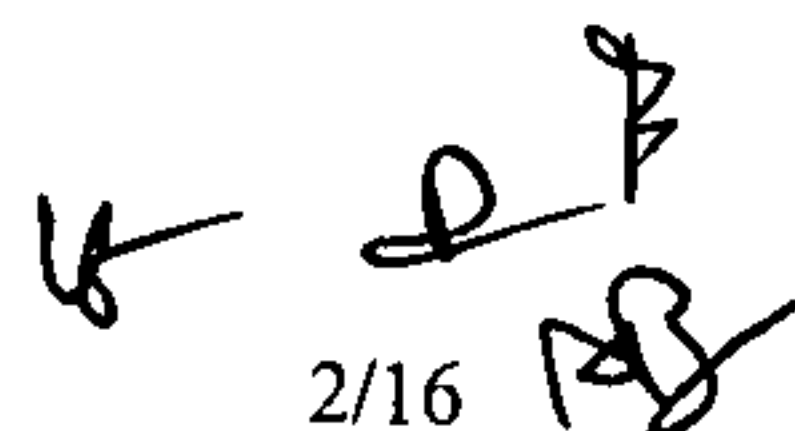
Article 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est :

SLG Expertise

La Société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots " Société par actions simplifiée" ou des lettres S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention " société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes" et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la Société est inscrite.


2/16

Article 3 - Siège social

Le siège social est fixé 60, rue Pierre Charron à Paris (75008).

Il peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe, par décision du Comité de direction qui, dans ce cas est habilité à modifier les statuts en conséquence sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés, et, partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de la collectivité des associés.

Article 4 - Objet

La Société a pour objet l'exercice des missions d'expert comptable et de commissaire aux comptes, en application de la législation en vigueur ou prévue par les normes ou les usages professionnels,

Et généralement, toutes actions de formation, toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, de nature à favoriser sa réalisation ou son développement.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Article 6 – Apports

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté une somme en numéraire de vingt mille francs (20.000 F).

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 avril 1987, le capital social a été augmenté de la somme de soixante mille francs (60.000 F) par incorporation d'une partie des réserves et de la somme de cent soixante dix mille francs (170.000 F) au moyen de nouveaux apports en numéraire.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 1993, le capital social a été augmenté de la somme de deux cent cinquante mille francs (250.000 F) par incorporation d'une partie des réserves prélevées sur le compte « réserve générale » et création de 2 500 actions nouvelles de 100 francs chacune de valeur nominale.

U 9 R
3/16 AB

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 19 janvier 2001, le capital a été converti en euros puis réduit à soixante quinze mille euros (75 000 euros)

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 février 2006, le capital a été réduit de 7 500 euros par annulation de 500 actions rachetées par la Société, puis augmenté de la même somme de 7 500 euros, sans création de nouvelles actions et par incorporation d'une partie des réserves prélevées sur les comptes « Réserve légale » à hauteur de 122,45 euros et « Autres réserves » pour le surplus, soit 7 377,55 euros, de telle sorte que le capital s'établisse à 75 000 euros à l'issue de ces opérations.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 75 000 euros divisé en 4 500 actions entièrement libérées.

Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des experts comptables ou commissaires aux comptes, directement ou par l'intermédiaire d'une société inscrite à l'Ordre. Si une autre société inscrite à l'Ordre ou à la Compagnie vient à détenir des actions de la Société, ces actions n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des trois quarts, que dans la proportion équivalente à celle des actions que les experts comptables ou commissaires aux comptes détiennent dans le capital de la société détentrice de la participation.

La Société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste (art 169 du décret n°69-810 du 12 août 1969). Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 8 - Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, que par une décision collective des associés, dans les conditions d'une assemblée générale extraordinaire, statuant sur le rapport du Comité de direction.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts comptables et commissaires aux comptes.


4/16

Article 9 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du Comité de direction, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre simple remise contre décharge, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le Comité de direction en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1) Chaque action, en l'absence de catégories d'actions, donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une seule voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient dans le capital.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2) Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Toutefois, les experts comptables et commissaires aux comptes associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la Société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque expert comptable et commissaire aux comptes associé en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la Société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert comptable ou commissaire aux comptes associé ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.



5/16

3) Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 11 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1) Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

2) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

3) Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire unique désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

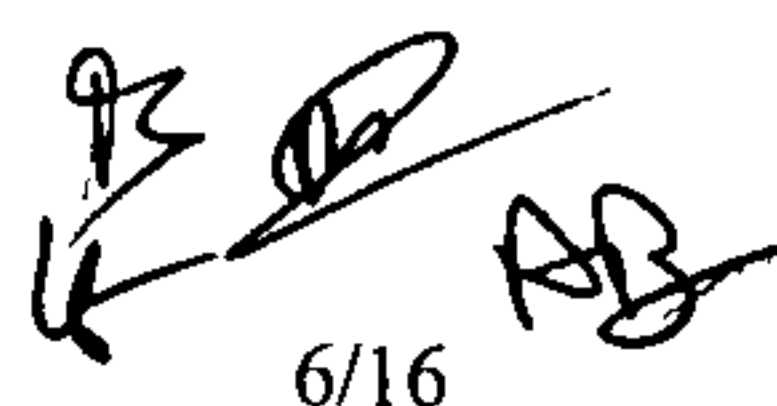
4) L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

5) Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la Société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 12 – Exclusion d'un professionnel actionnaire

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses actions permettant à la Société de respecter ces quotités.


6/16

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions.

Article 13 – Transmission des actions

Toute cession d'actions à des tiers aussi bien qu'entre associés, aux conjoints, aux ascendants ou descendants, est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement. Sont aussi considérées comme des cessions, pour l'application des présentes stipulations, la location et le crédit-bail d'actions.

La demande d'agrément indique les nom, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre simple remise contre décharge.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée ou de la décharge de remise de la lettre simple emportant demande d'agrément.

Si la Société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le Comité de direction est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la Société.

U4 
7/16 AB 

Article 14 - Membres du Comité de direction

Désignation - Durée des fonctions

La Société est dirigée et administrée par un Comité de direction composé de trois membres au moins et douze au plus, pris parmi les associés, nommés par décision collective des associés.

La durée des fonctions des membres du Comité de direction est de six années. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé qui se tient dans l'année au cours de laquelle expire son mandat. Ils sont toujours rééligibles.

Les membres personnes physiques du Comité de direction peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Les membres personnes morales du Comité de direction sont représentés par leurs représentants légaux ou par toutes personnes physiques dûment mandatées.

Les trois quarts des membres du Comité de direction doivent être des experts comptables ou des commissaires aux comptes.

Révocation

Les membres du Comité de direction peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Rémunération

La rémunération des membres du Comité de direction est fixée par la décision de nomination. Cette rémunération n'est pas soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.

Article 15 - Président de la Société

Désignation

Le Président est par décision du Comité de direction parmi ses membres experts comptables ou commissaires aux comptes, personne physique.

Durée des fonctions

Le Président de la Société est nommé pour une durée de 6 années. Il est toujours rééligible.

Représentation de la Société


UB 
8/16 

Le Président du Comité de direction représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Révocation

Le Président peut être révoqué à tout moment par décision du Comité de direction, sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que le Comité de direction ne statue sur sa révocation.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée par la décision de nomination. Cette rémunération n'est pas soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.

Article 16 - Directeurs Généraux

Désignation

Sur proposition du Président, Le Comité de direction peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, choisis parmi ses membres expert comptable ou commissaire aux comptes, personnes physiques, et chargés d'assister le Président.

Durée des fonctions

Les Directeurs Généraux sont nommés pour la durée des fonctions du Président restant à courir sauf détermination précise dans la décision de nomination. Ils sont toujours rééligibles.

Représentation de la Société

Les Directeurs Généraux exercent concurremment avec le Président, les mêmes pouvoirs que celui-ci.

Révocation

Tout Directeur Général peut être révoqué à tout moment par décision du Comité de direction, sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que le Comité de direction ne statue sur sa révocation.

Rémunération

La rémunération des Directeurs Généraux est fixée par la décision de nomination. Cette rémunération n'est pas soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.

Article 17 - Réunions du Comité de direction

Le Comité de direction est convoqué par le Président ou un Directeur Général.

La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins 8 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Comité renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, la présence physique des membres du Comité n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié.

Les réunions du Comité de direction sont présidées par le Président ou en son absence par un Directeur Général. En l'absence du Président ou de Directeur Général, le Comité de direction désigne la personne appelée à présider la réunion

Article 18 - Décisions du Comité de direction

Le Comité de direction ne délibère valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions du Comité de direction sont prises à la majorité des membres en fonction, sans qu'aucun de ces membres, et notamment son Président, ne dispose de voix prépondérante.

Un membre du Comité de direction peut donner une procuration à un autre membre aux fins de le représenter. Un membre du Comité de direction peut détenir plusieurs pouvoirs.

Article 19 - Procès-verbaux

Les décisions du Comité de direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial coté et paraphé et conservé au siège social.

Article 20 - Pouvoirs du Comité de direction

Le Comité de direction est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il doit exercer ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du Comité de direction sont inopposables aux tiers. La Société est engagée même par les actes du Comité de direction outrepassant ces pouvoirs ou ne relevant pas de l'objet social à moins quelle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait les pouvoirs du Comité de direction ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans le cas d'une communauté totale entre le Comité de direction et l'actionnariat, le Comité de direction prend toutes les décisions sans en référer à la collectivité des associés.

10/16

A défaut, le Comité de direction ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

- Investissements supérieurs à 50 000 euros ;
- Acquisition ou cession d'un fonds de commerce ou d'éléments du fonds de commerce ;
- Prise ou mise en location-gérance d'un fonds de commerce ;
- Acquisition et cession de participations ;
- Octroi de garanties sur l'actif social ;
- Abandon de créances ;
- Souscription d'emprunts supérieurs à 50 000 euros.

Article 21 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président, aux Directeur Généraux et aux membre du Comité de direction de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 22 – Conventions soumises à approbation

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la Société, son Président, l'un de ses Directeurs Généraux, l'un de ses membres du Comité de direction ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion. Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des associés.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, en cas de pluralité d'associés, toute convention même portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales – à moins qu'elle ne soit significative pour aucune des parties en raisons de son objet ou de ses implications financières – doit être communiquée au commissaire aux comptes par le Président. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

16/11/16 11/16 AD

Article 23 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 22 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Toutefois, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Comité de direction et au commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication en s'adressant au Président.

Article 24 – Commissaires aux comptes

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Article 25 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du travail auprès du Comité de direction.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolution présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président du Comité de direction.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 15 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président du Comité de direction accuse réception de ces demandes dans les 8 jours de leur réception.

Article 26 – Modalités de la consultation des associés

Le Comité de direction sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du Comité de direction.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, les décisions collectives revêtent la forme d'une consultation écrite.

16 4 12/16 RB

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le Président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le Président adresse le texte des projets de résolution aux associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son Président.

Article 27 – Décisions collectives

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions composant le capital social. Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation des membres du Comité de direction,
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes,
- approbation des comptes et répartition du résultat,
- approbation des conventions conclues entre la Société et son Président, ses Directeurs Généraux, ses membres du Comité de direction ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions composant le capital social. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution, prorogation, transformation de la Société,
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts,

16  AB
13/16

- agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du Comité de direction.

Article 28 – Procès-verbaux

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du Président de la Société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président de la Société. Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 29 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août.

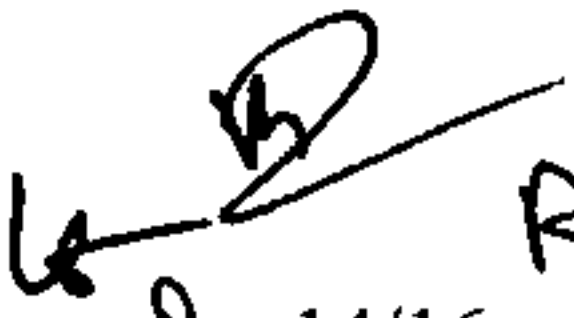
Article 30– Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Comité de direction établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.


14/16 

Article 31 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du Président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 32 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Comité de direction est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 33 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la Société

1) La Société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la Société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

2) Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Comité de direction doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

16  AB
15/16

3) A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Fait à Paris

Le 28 février 2006

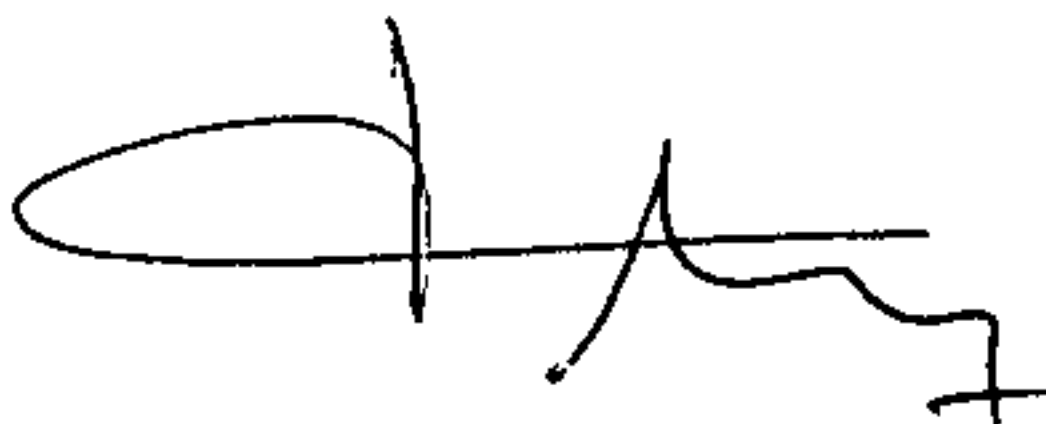
En quatre exemplaires originaux dont un pour l'enregistrement, deux pour le dépôt au greffe et un pour le dépôt au siège social.

Et en cinq exemplaires pour être remis à chaque associé.

Isabelle GAREAU



Michel THOMAS-BOURGNEUF



Marion BOLZE



Arnaud BERNARD

